beaucoup de faits ajoutés par les éditeurs à l'ouvrage d'Henri Spelman, et qui confirment sa théorie. Un correspondant du *London Tablet* fait observer que cette théorie s'applique tout aussi bien au clergé anglican qu'à l'aristocratie anglaise; d'abord, parce que le clergé anglican, en se séparant du catholicisme, n'avait plus aucun droit à des propriétés qui appartenaient à l'Église catholique; et en second lieu, parce que le clergé anglican a détourné ces biens à des usages bien différents de ceux pour lesquels ils avaient été donnés.

Les propriétés ecclésiastiques ont trois destinations: l'entretien du clergé, l'entretien des églises et le soulagement des pauvres. Le célibat du clergé catholique rend facile l'accomplissement de ces trois objets. Mais le clergé réformé ayant fait consister principalement sa réforme, il y a trois siècles, comme il le fait aujourd'hui en Allemagne, à substituer le mariage au célibat, les ministres réformés firent, eux aussi, trois parts du revenu enlevé à l'Église catholique; la première part fut pour leur entretien à eux-mêmes, la seconde pour l'entretien de leurs femmes, et la troisième pour l'entretien de leurs familles. Dans ce nouveau système le clergé anglican ne s'est plus occupé de l'entretien des églises ni du soulagement des pauvres. Dans leur tendre charité et dans leur piété fervente ils trouvèrent moyen d'y suppléer à l'aide des taxes d'église et des taxes des pauvres. Peut-on dire, après cela, que le clergé anglican ait plus droit que l'aristocratie à recevoir les propriétés enlevées autrefois aux établissements catholiques?

Le clergé anglican donnant aussi le spectacle, odieux et inouï dans l'histoire, de richesses scandaleuses jointes à une indifférence absolue pour l'entretien du culte extérieur et pour le soulagement des pauvres, ne doit-on pas regarder comme un effet de la malédiction attachée à la possession injuste et sacrilège des biens ecclésiastiques, les maux qui affligent l'Angleterre et qui se répètent dans une dégoûtante immoralité et un effrayant paupérisme, deux fléaux dont la responsabilité pèse toute entière sur l'aristocratie et sur le clergé anglican?

Si on admet le principe posé par Henri Spelman dans son ouvrage, on pourra facilement rendre compte de tant de châtimens que la providence a tirés de tous les peuples d'Europe depuis que les principes de la réforme y ont été mis en pratique, par la spoliation systématique des Églises et l'enlèvement des biens des pauvres. N'est-ce pas là ce qui, maintenant encore, retient l'Espagne dans un état de crise dont il est difficile de prévoir l'issue? Assurément c'est là un sujet digne de l'attention de tous les hommes graves et sérieux.

Propagateur Catholique.

NOUVELLES POLITIQUES

CANADA.

Hospice de la Maternité.—A une assemblée des membres de l'hospice de la maternité, qui eut lieu lundi 9 du courant, les résolutions suivantes furent passées:

Sur motion de Mme. Perrault, secondée par Mme. Dorwin;—Que cette assemblée ne donne pas son assentiment au plan de réunir les deux hospices de la maternité, et qu'elle s'est décidée à continuer son support en aide de la présente institution, qui est incorporée.

Sur motion de Mme. Lindsay, secondée par Mme. Lafontaine;—Qu'il soit enjoint au secrétaire de communiquer au comité de direction de l'hospice général de la maternité une copie de la première résolution.

Sur motion de Mme. H. Judah, secondée par Mme. Bourret;—Que cette assemblée procède de suite à l'élection des membres pour remplir les différents emplois pour l'année prochaine, ainsi qu'un comité pour dresser des réglemens pour le gouvernement de l'institution. Furent élues:—

Madame Vallières de St. Réal et Mme. Charles Lindsay, *Directrices.*

Madame Lafontaine, *Trésorière.*

Madame G. Wilson, *Secrétairé.*

Comité de Direction: Mmes. Arnoldi, jeune, Brault, Dorwin, Fabre, Ferrie, Fonte, Furniss, Hutchinson, Holmes, Hincks, H. Judah, Larocque, Levesque, J. G. Mackenzie, McNider, H. Nelson, Prouse, Perrault, Sutherland, Spiers, White.

Minerve.

La mairie.—A la séance du conseil de ville d'avant-hier, M. George Okill Stuart, avocat, l'un des trois conseillers qui représentent le quartier St. Louis, a été unanimement élu maire pour l'année municipale qui commence. Il fut proposé par M. le conseiller Simpson, du quartier St. Pierre, et la proposition secondée par M. le conseiller Rousséau, du quartier St. Roch. Puisse le nouveau maire exercer sa haute charge avec autant d'honneur pour lui-même et pour la cité, avec autant d'avantage et de satisfaction pour ses concitoyens de toutes les classes, que l'a fait l'honorable ex-maire; et quand le terme de son administration sera venu, puisse-t-il se retirer chargé des mêmes lauriers civiques, au milieu des mêmes témoignages unanimes d'approbation de sa conduite, de respect et de bienveillance de la part de tous ses concitoyens, et de regret universel de le voir sortir d'office! L'unanimité de son élection lui est un gage que tous ses collègues sont disposés à lui féliciter l'accomplissement de sa tâche ardue.

Les messieurs qui proposaient une souscription pour offrir un bal à M. et Mme. Caron, se sont décidés, en conséquence de quelque scrupule exprimé par M. Caron lui-même, à renoncer à ce projet, et, à sa place, ils doivent proposer, dit-on, à l'assemblée qui aura lieu demain à l'hôtel-de-ville pour voter une adresse à l'ex-maire, de lui présenter quelque chose de plus durable et qu'il pourra transmettre à ses descendants, sous forme de vase ou

autre pièce d'argenterie. Pour que les citoyens puissent participer d'une manière plus générale à ce témoignage de sentiments qu'ils partagent tous, la souscription serait limitée à un petit montant.

Canadien.

Faux Monnayeurs.—Une bande de faux-monnayeurs fut arrêté dans les townships, le 29 du mois dernier, par le grand connétable du district de Saint-François, assisté du major Becket, et d'une partie de sa troupe. Sept ou huit individus furent arrêtés à Barnston, Hatley et Compton, et un à Sherbrooke, comme soupçonnés de mettre en circulation de la fausse monnaie. On en trouva plus ou moins sur chacun d'eux, et dans la maison d'un nommé Samuel Davis, de Barnston, on trouva non-seulement de la monnaie de contrefaçon, mais encore une quantité d'outils et de matériaux pour en faire tant en métaux qu'en billets de banques. Cependant, examinés devant les magistrats de Sherbrooke, ils furent tous renvoyés, faute de preuves suffisantes pour autoriser leur emprisonnement, excepté Davis qui fut aussi remis en liberté sur un cautionnement de £100 fourni par lui-même, et de £50 chacun par deux autres cautions.

Feu.—Mardi soir le feu prit à du foin dans la partie supérieure d'une étable, située rue Saint-François, Haute-Ville; mais grâce aux secours prompts et intelligents de M. Wells, notre actif inspecteur du département du feu, et de ses hommes, il fut éteint presque aussitôt, et la perte s'est bornée à celle de quelques boîtes de foin. M. Wells nous signale M. W. Heathfield, M. Charles Pelletier, marchand, et MM. Mongeon, Joseph Gingras et Edouard Roussel, menuisiers, de la compagnie des Voligeurs, comme ayant mérité particulièrement des éloges par leur conduite en cette occasion. Les voisins parlent avec admiration de celle de M. Wells lui-même.

Canadien.

FRANCE.

—On lit dans la *Presse*:

« M. le général Duvivier, dont le *Constitutionnel* a annoncé, il y a plusieurs jours, le départ pour Cherbourg, où il serait allé passer l'inspection de 1,500 hommes d'infanterie de marine, n'a pas quitté Paris.

« Le départ de l'escadre ne doit avoir lieu, en effet, que vers la fin de février, mais la raison vraie de ce retard est que l'on ne peut opérer sur les côtes de cette île qu'à partir du 15 juin, époque à laquelle cessent les maladies sur toute la plage. Trois mois suffisent pour se rendre de France à Madagascar. Il nous est affirmé que cette expédition aura lieu sans la coopération de l'Angleterre; ce renseignement nous vient de la meilleure source.

Nous faisons de vœux bien vifs pour que le renseignement de la *Presse* soit exact. La coopération de l'Angleterre, dans notre nouvelle expédition contre les Hovas, serait une faute irréparable; car elle entraînerait l'abandon de nos droits sur Madagascar. La raison que donne la *Presse* pour le retard apporté dans le départ de l'expédition est, du reste, très plausible; l'hivernage, en raison des fièvres, ne se termine, en effet, sur les côtes de Madagascar, que vers le mois de juin.

SUISSE.

—La *Presse* publie sur le canton du Tessin une lettre que nous reproduisons.

« Berne, 1er. décembre 1845.

« Les rapports d'une nature hostile qui se sont établis dès longtemps entre le canton du Tessin et l'Autriche, et qui ont pris dans ces derniers temps un caractère encore plus fâcheux, menacent de devenir une nouvelle source d'embarras pour la Suisse. Ce canton, italien d'origine, de langue et de mœurs, qui n'est guère suisse que de nom, et qui se trouve enclavé dans le Piémont et la Lombardie autrichienne, est devenu, depuis environ quinze ans, le champ d'asile des réfugiés politiques de ces deux pays, et le centre de leurs correspondances et de leurs menées. Deux sujets milanais, naturalisés tessinois, jouent un rôle important dans la politique tant intérieure qu'extérieure de ce canton, où leur richesse, leur activité et leur expérience des affaires leur donnent une immense influence.

« L'Autriche prend ombrage à bon droit des sympathies que manifestent les autorités tessinoises en faveur des hommes remuants qui agitent l'Italie. Elle a fait depuis longtemps d'inutiles démarches auprès du gouvernement du Tessin pour l'engager à interner les réfugiés politiques, et à empêcher la presse de ce canton de servir d'organe et d'instrument de soulèvement aux radicaux italiens. La longanimité de cette puissance paraît être maintenant arrivée à son terme. Déjà elle menace, et la position géographique du Tessin mettant ce canton dans la dépendance presque absolue des deux États limitrophes pour ses subsistances et son commerce, l'Autriche a entre les mains mille moyens de lui faire éprouver son ressentiment sans se constituer directement en état de guerre avec la Suisse.

« Les choses pourraient même aller plus loin, si le canton du Tessin se compromettait de nouveau par une participation plus complète aux troubles de l'Italie, comme il se fit lors de la grande insurrection de 1831. On assure que l'excursion récente de l'ambassadeur de France dans la Suisse italienne n'a eu d'autre objet que d'ouvrir les yeux des Tessinois sur les dangers de leur position, et de leur conseiller en termes pressants d'adopter dès ce moment une autre ligne politique.

« Le gouvernement du Tessin se dispose à séculariser les nombreux et riches couvents qui existent dans ce canton jadis conquis par les Suisse sur les Milanais. Il y préluce déjà par diverses mesures attentatoires aux droits du clergé. Les représentations menaçantes de l'archevêque de Milan et de l'évêque de Côme, de qui le Tessin relève au spirituel, n'ont, jusqu'à pré-